REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 FEVRIER 2018
COMPTE-RENDU

Le Conseil communautaire s'est réuni le lundi 12 février 2018 à 18 H 30 au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence de M. Christian PETCHOT-BACQUÉ, Président.

1° - **APPEL**

2°- **INFORMATION DU CONSEIL**

- Il est annoncé le décès accidentel d'Yvette Soutric, conseillère municipale de Haut-de-Bosdarros, dans l'incendie de sa maison. **Le Président** transmet ses condoléances à ses proches, ainsi qu'à l'ensemble des conseillers municipaux de la commune.

- **Agenda :**
 - **Bureau** : lundi 26 février 2018 – 18 H 30
 - **Conseil communautaire** (affaires courantes) : lundi 5 mars 2018 – 18 H 30
 - **Bureau** : lundi 26 mars 2018 – 18 H 30
 - **Conseil communautaire** (BP) : lundi 3 avril 2018 – 18 H 30
 - **Conseil communautaire** (affaires courantes) : lundi 16 avril 2018 – 18 H 30.

3° - **NOMINATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE : M. CASSOU**

4° - **APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL DU 18 DECEMBRE 2017**

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

5° - **COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT** (Délégation de compétences du 30/10/2017 – articles L.5211-10 du CGCT). Le compte rendu des décisions ci-dessous a été envoyé aux délégués avec la convocation du Conseil :

- Le **5 avril 2017**, décision de signature d'une convention de mutualisation entre la CCPN et le Syndicat mixte de l'aéroport Pau Pyrénées pour l'année 2017, dans le cadre de formations intéressant les deux structures en matière de logiciel métier, pour un montant de **1 248 €**.
- Le **30 décembre 2017**, décision d'attribution d'une **mission de réalisation des travaux de cartographie dans le cadre du SCoT**, pour l'année 2018, à Aurélie CASTEL, pour un montant de **10 000 € TTC**.
- Le **30 décembre 2017**, décision d'attribution d'une **mission d'expertise et d'assistance sur l'animation, la coordination des études, l'élaboration et le suivi des documents du SCoT**, pour l'année 2018, à David GENEAU, pour un montant de **25 000 € TTC**.
- Le **31 décembre 2017**, décision d'attribution d'une **mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de projets habitat** à SOLIHA Pyrénées Béarn Bigorre, pour l'année 2018, pour un montant de **20 520 € TTC**.
- Le **15 janvier 2018**, dans le cadre de la **restauration du calvaire de Lestelle-Betharram**, décision d'attribution des missions suivantes :
 - . **Lot 1 : coordination de la sécurité et de protection de la santé** (SPS) à la société P. Calestrémé CS (Bizanos), pour un montant HT de **8 580 €**.
 - . **Lot 2 : contrôle technique** à la société Qualiconsult – Agence Pyrénées Gascogne (Pau), pour un montant HT de **12 560 €**.
- Le **17 janvier 2018**, décision d'attribution d'un marché avec l'entreprise TOUSSAC (Castetnau-Camblong) pour la **fourniture de sacs poubelle pour ordures ménagères** pour un montant de **13 325 € TTC**.

Examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

En préambule, il est rappelé qu'il a été décidé, pour l'année 2018, de réserver deux réunions du Conseil communautaire spécifiques au budget, l'une pour le débat d'orientations budgétaires (le 12 février), la seconde pour le vote du budget (le 3 avril).

Les affaires courantes seront, quant à elles, examinées en réunions du Conseil communautaire des 5 mars et 16 avril.

1° - Débat d'orientations budgétaires

(Rapporteur : M. le Président)

Les orientations budgétaires 2018 du budget de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) ont été présentées en réunion de la Commission Finances du 31 janvier 2018 et du Bureau du 5 février 2018.

Il est précisé que les grands équilibres financiers du budget 2018 (ressources de fonctionnement, autofinancement, emprunt...) ne peuvent pas encore être présentés avec précision, les informations nécessaires sur les dotations et la fiscalité n'étant pas à ce jour notifiées par l'Etat.

Comme les années précédentes, le compte administratif sera voté avant le Budget primitif, avec une reprise des résultats.

Le rapport présenté comprend, pour le budget principal et les budgets annexes, les points suivants au titre des orientations budgétaires 2018 :

- I - Evolutions du cadre budgétaire, de l'organisation et des suivis financiers
- II - Projets et actions 2018
- III - Equilibres budgétaires 2018
- IV - Annexes d'informations légales
- V – Annexe/statuts CCPN au 1/01/2018.

La présentation est réalisée à partir des documents ci-dessus, envoyés à chacun des délégués communautaires le 6 février 2018.

Interventions :

- Concernant la taxe GEMAPI, **M. CAPERET** rappelle qu'un plafond a été fixé à 40 € par an et par habitant. Elle sera répartie, pour les contribuables concernés, entre la taxe foncière, la contribution foncière des entreprises et la taxe d'habitation. Pour la Communauté de communes du Pays de Nay, des simulations ont été réalisées et présentées lors du Bureau Gemapi du mois de septembre 2017, avec notamment une solution médiane se basant sur les travaux réalisés l'année passée, la taxe pouvant alors s'établir à environ 15 € par habitant du territoire.

M. CAPERET, rappelant la crue de l'année 2013, regrette le désengagement des services de l'Etat.

M. CASSOU rappelle que sur le territoire de la CCPN, tous les affluents du Gave sont également concernés.

- Concernant le projet de halte ferroviaire Bordes-Assat, dont l'étude est actuellement suspendue, **le Président** indique que le Président du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine a confirmé son soutien à la CCPN sur ce dossier.
- Concernant le FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales), **le Président** précise que celui-ci a été instauré lors de la suppression de la taxe professionnelle. Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à d'autres, moins favorisées.

Le Directeur général des services précise que les délibérations qui suivent, de vote des comptes administratifs et d'approbation des comptes de gestion eau potable et assainissement, n'ont pas été préalablement présentées aux membres de la commission AG/Finances/RH. Il indique que la présentation actualisée avec les derniers résultats et les éléments liés aux comptes administratifs seront envoyés aux membres de la Commission.

M. CAPERET confirme qu'il revenait en effet à la Communauté de communes de prendre ces délibérations, à la demande du Trésorier principal, dans le cadre des opérations de clôture des comptes du SEAPAN.

2° - Vote du compte administratif 2017 – Budget Eau Potable 503

(Rapporteur : M. CAPERET)

Le Président présente le compte administratif du Budget Eau Potable, pour l'exercice 2017, et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses :	Prévu	2 784 258.00 €
	Réalisé	1 556 158.38 €
	Reste à réaliser :	285 855.00 €
Recettes :	Prévu	2 784 258.00 €
	Réalisé	1 324 628.03 €
	Reste à réaliser :	55 900.00 €

Fonctionnement

Dépenses :	Prévu	3 906 015.00 €
	Réalisé	2 170 119.14 €
	Reste à réaliser :	0.00 €
Recettes :	Prévu	3 906 015.00 €
	Réalisé	3 825 683.72 €
	Reste à réaliser :	0.00 €

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-231 530.35 €
Fonctionnement :	1 655 564.58 €
Résultat global :	1 424 034.23 €

Le Président quitte la salle pour le vote du compte administratif.

(Adoption à l'unanimité).

3° - Approbation du compte de gestion 2017 – Budget Eau potable 503

(Rapporteur : M. CAPERET)

Il est proposé d'approuver le compte de gestion 2017 – budget eau potable 503 - présenté par M. le Trésorier Principal, conforme à la comptabilité de l'ordonnateur.

(Adoption à l'unanimité).

4° - Vote du compte administratif 2017 – Budget Assainissement 502

(Rapporteur : M. CAPERET)

Le Président présente le compte administratif du Budget Assainissement, pour l'exercice 2017, et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses :	Prévu	6 094 395.00 €
	Réalisé	4 757 531.70 €
	Reste à réaliser :	1 078 023.00 €
Recettes :	Prévu	6 094 395.00 €
	Réalisé	4 119 894.63 €
	Reste à réaliser :	1 201 030.00 €

Fonctionnement

Dépenses :	Prévu	3 269 034.00 €
	Réalisé	2 460 107.92 €
	Reste à réaliser :	0.00 €
Recettes :	Prévu	3 269 034.00 €
	Réalisé	3 258 602.13 €
	Reste à réaliser :	0.00 €

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-637 637.07 €
Fonctionnement :	798 494.21 €
Résultat global :	160 857.14 €

Le Président quitte la salle pour le vote du compte administratif.

(Adoption à l'unanimité).

5° - Approbation du compte de gestion 2017 – Budget Assainissement 502

(Rapporteur : M. CAPERET)

Il est proposé d'approuver le compte de gestion 2017 – budget assainissement 502 - présenté par M. le Trésorier Principal, conforme à la comptabilité de l'ordonnateur.

(Adoption à l'unanimité).

6° - Zonage des eaux pluviales – approbation du dossier d'enquête publique et ouverture de l'enquête

(Rapporteur : M. CAPERET)

La Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) est engagée depuis décembre 2014 dans l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et du zonage des eaux pluviales sur les communes constitutives du périmètre d'étude : Angaïs, Arbéost, Arros de Nay, Arthez d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Ferrières, Haut de Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram, Mirepeix, Montaut, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat, Saint Abit et Saint Vincent.

La CCPN pilotait le projet qui, jusqu'au 31 décembre 2017, relevait de la compétence de chaque commune.

Au 1^{er} janvier 2018, la Communauté de communes a vu ses compétences étendues notamment aux domaines « eau » et « assainissement » par arrêté conjoint du Préfet des Hautes-Pyrénées du 22 décembre 2017 et du Préfet des Pyrénées-Atlantiques du 29 décembre 2017.

La Communauté de communes du Pays de Nay est dès lors compétente pour l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et du zonage des eaux pluviales.

S'agissant du zonage des eaux pluviales :

Il a été soumis à l'avis des Missions Régionales d'Autorité Environnementale (MRAE) de la Région Nouvelle Aquitaine et de l'Occitanie par courrier en date du 18/07/2017 pour le zonage concernant les communes : Angaïs, Arbéost, Arros de Nay, Arthez d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Ferrières, Haut de Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram, Mirepeix, Montaut, Nay, Pardies-Piétat, Saint-Abit, Saint-Vincent, et par courrier en date du 6 février 2018 pour le zonage concernant la commune de Narcastet.

Il convient dès lors de soumettre à enquête publique le projet de zonage des eaux pluviales sur les 29 communes.

Le dossier à soumettre à l'enquête publique, constitué conformément à l'article R.123-8 du Code de l'Environnement, est présenté au Conseil Communautaire pour approbation.

Le Président précise que la gestion des eaux pluviales concerne les cours d'eau non permanents, alors que le fluvial concerne les cours d'eau permanents.

M. CASSOU ajoute que l'entretien du fluvial non domanial relève des propriétaires fonciers concernés.

(Adoption à l'unanimité).

7° - Compétence eau – Retrait du SIEP de Jurançon

(Rapporteur : M. CAPERET)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (paragraphe 1 bis),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 indiquant l'extension des compétences de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) dont la compétence Eau Potable,

Considérant l'appartenance de plusieurs communes membres de la Communauté de communes du Pays de Nay à des syndicats dont les objets statutaires correspondent à la compétence Eau Potable et dont les périmètres dépassent celui de la CCPN,

Afin d'exercer pleinement la compétence « eau » sur l'ensemble de son périmètre, il convient que la CCPN demande son retrait du SIEP de Jurançon pour les communes d'Assat et de Narcastet, pour la totalité du bloc de compétence « eau ».

La procédure de retrait peut être engagée au titre de la procédure réservée (article L.5214-21 du CGCT, modifié par la Loi NOTRe – article 67) avec arrêté préfectoral après avis de la CDCI.

Il s'agit d'une procédure dérogatoire au droit commun qui permet à tout EPCI-FP de se retirer d'un Syndicat Mixte pour assurer directement les compétences prévues dans ses statuts.

Le Président rappelle la volonté de l'exécutif de la CCPN d'exercer directement cette compétence « eau » sur l'ensemble du périmètre pour exercer une cohérence dans le fonctionnement (régie directe) et l'investissement (priorisation des investissements en adéquation avec les enjeux de l'assainissement collectif).

Le Président attire l'attention de l'assemblée sur le fait que les évolutions législatives à venir ne permettront plus aux communautés de communes de décider de leur retrait d'un syndicat. Il est donc préférable d'anticiper et de choisir de le faire dès à présent.

M. CAPERET précise que l'objectif est que la CCPN soit l'unique maître d'ouvrage sur les travaux eau et assainissement, dès le 1^{er} janvier 2019. Il indique que pour la commune d'Assat l'assainissement collectif est programmé en 2023. Les communes concernées fonctionnent actuellement en délégation de service public. A la fin de la délégation (2021), il conviendra de décider si ces communes seront intégrées à la régie CCPN

ou bien si elles fonctionneront en DSP sur le territoire. **Le Président** ajoute que le projet territorial a toujours été d'associer l'assainissement collectif et l'eau potable.

M. RODRIGUEZ confirme ce qu'il a indiqué en réunion du Bureau du 5 février, à savoir que la commune d'Assat ne souhaite pas quitter le périmètre du SIEP de Jurançon. Il respecte cependant la décision de la commune de Narcastet, qui sollicite le retrait de sa commune de ce syndicat.

Il regrette qu'il n'y ait pas eu de concertation préalable et se dit surpris et déçu par ce « passage en force ». Il rappelle que la volonté de la commune d'intégrer la Communauté de communes du Pays de Nay était essentiellement liée à l'assainissement collectif, mais qu'elle n'a jamais souhaité quitter le SIEP. Il dit comprendre le discours de la CCPN, mais estime qu'il est cependant possible de conventionner, ponctuellement, sur certains dossiers.

Enfin, faisant référence au service rendu à la population, il rappelle que le tarif au m³ appliqué par la CCPN est d'environ 40 centimes supérieur à celui appliqué par le SIEP de Jurançon. Il précise que sur la commune d'Assat, 3 délégataires coexistent : le SMEAVO, pour 25 compteurs, le SEAPAN, pour 80 compteurs, et le SIEP de Jurançon, pour plus de 700 compteurs.

M. CAPERET fait observer à P. RODRIGUEZ que le SIEP de Jurançon est présent à 80 % sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Pau. Dans l'éventualité d'une prise de compétence eau par celle-ci, qu'advient-il du SIEP de Jurançon ? Il rappelle également que la compétence a précédemment été prise sur les communes d'Arbéost, Ferrières et Lestelle-Betharram, qui bénéficiaient elles aussi d'un tarif moindre, et qu'un lissage sera effectué.

Le Président rappelle l'engagement de la CCPN et estime que sa force est d'avoir réussi à rassembler deux compétences fortes, l'eau et l'assainissement collectif, au sein d'une même structure, en régie. Il n'est pas possible, selon lui, de différencier ces compétences. Le Pays de Nay représente une construction commune, le service rendu sera identique sur les 29 communes qui se sont associées sur un même projet de territoire. Cet engagement commun représente un signe fort.

Le Président rappelle également les investissements importants réalisés et à intervenir, par la Communauté de communes sur la commune d'Assat, et qui représentent des recettes non négligeables : par exemple dans le domaine de l'économie, sur Aéropolis, ou dans celui de l'assainissement collectif. Il estime que la commune est largement couverte positivement par les engagements de la Communauté de communes.

M. CANTON approuve les propos du Président, sur la cohérence et l'unité nécessaires au sein du Pays de Nay. Il suggère cependant un report de cette délibération, afin de ne pas prendre de décision dans la précipitation et de permettre à la commune d'Assat de mener une réflexion sur ce dossier.

M. FAUX estime qu'il convient de mettre en avant la cohérence et la solidarité communautaires. Sa commune souhaite donc ce retrait du SIEP car c'est l'appartenance à la Communauté de communes du Pays de Nay qui doit prévaloir.

M. DOUSSINE indique que la commune de Saint-Vincent est elle aussi concernée par son retrait du SMEAVO. Il estime qu'un fonctionnement commun eau et assainissement n'en sera que plus simple et confortable. Il craint qu'une demande de retrait qui serait présentée dans des délais plus lointains ne puisse finalement aboutir.

M. CASSOU signale que la commune de Pardies-Piétat est desservie à la fois par le SIEP de Jurançon et par le SEAPAN. Les tarifs du SIEP seront appliqués jusqu'en 2021, date de la fin de la DSP. Il souhaite lui aussi le vote de cette délibération dès à présent, ne sachant pas ce qu'il adviendra du SIEP dans les années à venir. Il dit en effet faire une totale confiance à la Communauté de communes dans le service rendu à ses administrés. La commune de Pardies-Piétat ne voit donc aucun inconvénient à quitter le SIEP de Jurançon pour être totalement desservie par le SEAPAN.

Concernant l'idée d'un retrait de Narcastet et d'un maintien d'Assat au sein du SIEP, **le Président** s'interroge sur la possibilité juridique d'un tel cas de figure. **A. CAPERET** estime que ce serait de toute façon incohérent et qu'il convient d'apporter une réponse collective. Il rappelle en outre que dans la démarche du Pays de Nay, les services de l'eau et de l'assainissement travaillent étroitement avec le service de l'urbanisme.

M. PRUDHOMME rappelle que le raccordement de la commune d'Igon au réseau d'assainissement collectif, avec un maître d'œuvre commun, s'est très bien passé. Il estime qu'un lissage sur 4 ou 5 ans permet de supporter l'augmentation de tarif.

M. BERCHON, ayant été confronté l'an passé à une situation similaire pour la commune de Lestelle, pense que le traitement doit être le même pour toutes les communes, dans l'esprit et l'intérêt communautaires. Selon lui, l'argument financier sur le niveau des redevances n'est pas justifié. L'augmentation par foyer étant estimée à environ 4 € par mois pour 100 m³ de consommation, un lissage sur 5 ans rendrait celle-ci très supportable. Il ajoute que, sur sa commune, le fait de passer d'une régie communale à une régie intercommunale aura des répercussions financières nettement plus conséquentes, mais il estime que faire partie d'une intercommunalité implique l'adhésion à ses projets, avec ses avantages et ses inconvénients.

Le Président souligne le fort intérêt d'une construction commune et totale, pour l'avenir, pour l'ensemble des compétences de la Communauté de communes. Cette construction ne peut pas être orientée différemment selon les communes.

M. CAPERET ajoute que le souhait du service est de développer la production d'eau potable et d'en maîtriser le prix au m³.

Le Président souligne que la commune d'Assat, dans une réflexion et une approche globales, doit prendre en compte le développement et les investissements réalisés par la CCPN, dans de nombreux secteurs. Il cite notamment l'assainissement collectif, qui a déjà permis la création de plusieurs lotissements, d'autres restant à venir, les investissements sur la zone Aéropolis, qui sont importants et permettent l'aménagement de terrains pour la future venue d'entreprises, les travaux sur la station d'épuration Clément Ader... Les investissements et financements pour cette partie du territoire et la commune d'Assat sont donc significatifs.

M. ARRABIE demandant s'il est possible de proposer dès à présent un lissage sur plusieurs années, **le Président** répond que ce pourra être fait dès la fin de la DSP.

M. DUFAU, sur le fond et sur l'ensemble des éléments présentés, se dit surpris du positionnement de la commune d'Assat. Il souligne l'avancée de la Communauté de communes depuis de nombreuses années et est d'avis de continuer sur cette avancée. Il demande à P. RODRIGUEZ quelle sera la position de la commune si la délibération est adoptée malgré tout. Ce dernier n'a pas de réponse à apporter dans l'immédiat.

M. CASTAIGNAU estime que ce débat pourrait faire penser qu'une charte devrait être établie et signée par toute commune lors de son intégration dans une intercommunalité.

Au vu de tout ce qui vient d'être dit, **le Président** est d'avis de ne pas retirer cette délibération de l'ordre du jour. Il rappelle les travaux des dix années passées, dans un objectif de fusion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif, du pluvial, de l'urbanisation ..., pour l'avenir du territoire du Pays de Nay.

A l'issue des débats, **le Président** rappelant que la Commission eau et assainissement du 31 janvier et le Bureau du 5 février ont émis un avis favorable sur cette délibération, la met au vote.

MM. RODRIGUEZ, RHAUT et MAUHOURAT votent contre.
MM. CANTON et Mme. DEBATY s'abstiennent.

(Adoption à la majorité – 3 voix contre, 2 abstentions).

8° - Compétence eau – Retrait du SMEAVO

(Rapporteur : M. CAPERET)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (paragraphe 1 bis),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 indiquant l'extension des compétences de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) dont la compétence Eau Potable,

Considérant l'appartenance de plusieurs communes membres de la Communauté de Communes du Pays de Nay à des syndicats dont les objets statutaires correspondent à la compétence Eau Potable et dont les périmètres dépassent celui de la CCPN.

Afin d'exercer pleinement la compétence « eau » sur l'ensemble de son périmètre, il convient que la CCPN demande son retrait du SMEAVO pour les communes de Labatmale et de Saint-Vincent, pour la totalité du bloc de compétence « eau ».

La procédure de retrait peut être engagée au titre de la procédure réservée (article L.5214-21 du CGCT, modifié par la Loi NOTRe – article 67) avec arrêté préfectoral après avis de la CDCI.

Il s'agit d'une procédure dérogatoire au droit commun qui permet à tout EPCI-FP de se retirer d'un Syndicat Mixte pour assurer directement les compétences prévues dans ses statuts.

Le Président rappelle la volonté de l'exécutif de la CCPN d'exercer directement cette compétence « eau » sur l'ensemble du périmètre pour exercer une cohérence dans le fonctionnement (régie directe) et l'investissement (priorisation des investissements en adéquation avec les enjeux de l'assainissement collectif).

(Adoption à l'unanimité).

9° - Désignation des délégués de la Communauté de communes du Pays de Nay au SIEP de Jurançon

(Rapporteur : M. CAPERET)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (paragraphe 1 bis),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 indiquant l'extension des compétences de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) dont la compétence Eau Potable,

Considérant l'appartenance de plusieurs communes membres de la Communauté de Communes du Pays de Nay à des syndicats dont les objets statutaires correspondent à la compétence Eau Potable et dont les périmètres dépassent celui de la CCPN,

Les communes concernées par chaque syndicat seront substituées par la Communauté de communes du Pays de Nay au sein du SIEP de Jurançon (5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants).

La règle de désignation des délégués représentant les EPCI-FP au sein des syndicats mixtes fermés est fixée par l'article L.5711-1 al.3 du CGCT, le choix de l'organe délibérant peut ainsi porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Le vote a lieu conformément aux dispositions de l'article L.5211-7 du CGCT.

Les candidatures recueillies sont les suivantes :

Titulaires :

RODRIGUEZ Pierre
HOURTHE Jean-Claude
BREQUE Michel

MAUHOURET Jacques
BASTOUIL Arnaud

Suppléants :

RHAUT Jean-Christophe
LAVIE Fabrice
HOURQUET Serge

PETRE-BORDENAVE Jean-Pierre
ARMARIE Cyril

A l'issue du vote, les représentants de la Communauté de communes du Pays de Nay ci-dessus sont désignés pour représenter la CCPN au sein du SIEP de Jurançon.

(Adoption à l'unanimité).

10° - Désignation des délégués de la Communauté de communes du Pays de Nay au SMEAVO

(Rapporteur : M. CAPERET)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (paragraphe 1 bis),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 indiquant l'extension des compétences de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) dont la compétence Eau Potable,

Considérant l'appartenance de plusieurs communes membres de la Communauté de Communes du Pays de Nay à des syndicats dont les objets statutaires correspondent à la compétence Eau Potable et dont les périmètres dépassent celui de la CCPN,

Les communes concernées par chaque syndicat seront substituées par la Communauté de communes du Pays de Nay au sein du Syndicat Mixte d'eau et d'assainissement de la Vallée de l'Ousse (SMEAVO) (4 titulaires et 4 suppléants).

La règle de désignation des délégués représentant les EPCI-FP au sein des syndicats mixtes fermés est fixée par l'article L.5711-1 al.3 du CGCT, le choix de l'organe délibérant peut ainsi porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Le vote a lieu conformément aux dispositions de l'article L.5211-7 du CGCT.

Les candidatures recueillies sont les suivantes :

Titulaires :

DOUSSINE Roger
NAUDE Rémy
SOUBIROU-LAPLACE Elisabeth

Suppléants :

CHAMPION Gilles
BILHOU Yvette

A l'issue du vote, les représentants de la Communauté de communes du Pays de Nay ci-dessus sont désignés pour représenter la CCPN au sein du SMEAVO.

(Adoption à l'unanimité).

11° - Compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) – Désignation des délégués de la CCPN au Syndicat de défense contre les inondations du Lagoin

(Rapporteur : M. CAPERET)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), prévoyant l'exercice de plein droit de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) définie au L.211-7 du Code de l'environnement, par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité propre (EPCI-FP) à compter du 1^{er} janvier 2018,

Vu l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (paragraphe 1 bis),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 indiquant l'extension des compétences de la Communauté de Communes du Pays de Nay (CCPN) dont la compétence GEMAPI,

Considérant l'appartenance de plusieurs communes membres de la Communauté de communes du Pays de Nay à des syndicats dont les objets statutaires correspondent à tout ou partie de la GEMAPI et dont les périmètres dépassent celui de la CCPN.

Les communes concernées seront substituées par la Communauté de communes du Pays de Nay au sein du Syndicat de défense contre les Inondations du Lagoin (16 délégués titulaires et 16 délégués suppléants).

La règle de désignation des délégués représentant les EPCI-FP au sein des syndicats mixtes fermés est fixée par l'article L.5711-1 al.3 du CGCT, le choix de l'organe délibérant peut ainsi porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Le vote a lieu conformément aux dispositions de l'article L.5211-7 du CGCT.

Les candidatures recueillies sont les suivantes :

Titulaires :

ARRABIE Bernard
PETRE-BORDENAVE Jean-Pierre
LANNETTE Maurice
HAILLOT Jean-Michel
NAU-HENDEL Pierre-Henry
MINVIELLE-GUILLEMARNAUD Michel
BIDEGARAY André
TURON Jean-Luc

BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
MAUHOURET Jacques
ACEDO Armand
LASSALLE Roger
BEAUCULAT Hugues
OMS Bernard
LANNE Evelyne
ARRICAUD Philippe

Suppléants :

GRACIET Jérôme
SCHOENENBERGER Bernard
LEMAITRE Bruno
MULE-BERTRANINE Jean-Claude
DUFU Marc
QUILES Bruno
LIBOTTE Valérie
ALCHOURROUN Toni

COULAT Nadège
DUHIEU Bernard
POINT Jean-Pierre
ABADIE Jean-Pierre
TASTET Serge
SUZETTE Eric
BELLOCQ Fabrice
NORMAND Colette

A l'issue du vote, les représentants de la Communauté de communes du Pays de Nay ci-dessus sont désignés pour représenter la CCPN au sein du Syndicat de défense contre les inondations du Lagoin.

(Adoption à l'unanimité).

12° - Compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) – désignation des délégués de la Communauté de communes du Pays de Nay au SIVU de régulation des cours d'eau

(Rapporteur : M. CAPERET)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), prévoyant l'exercice de plein droit de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) définie au L.211-7 du Code de l'environnement, par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité propre (EPCI-FP) à compter du 1^{er} janvier 2018,

Vu l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (paragraphe 1 bis),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 indiquant l'extension des compétences de la Communauté de Communes du Pays de Nay (CCPN) dont la compétence GEMAPI,

Considérant l'appartenance de plusieurs communes membres de la Communauté de communes du Pays de Nay à des syndicats dont les objets statutaires correspondent à tout ou partie de la GEMAPI et dont les périmètres dépassent celui de la CCPN.

Les communes concernées seront substituées par la Communauté de communes du Pays de Nay au sein du SIVU de régulation des cours d'eau (4 délégués titulaires et trois suppléants).

La règle de désignation des délégués représentant les EPCI-FP au sein des syndicats mixtes fermés est fixée par l'article L.5711-1 al.3 du CGCT, le choix de l'organe délibérant peut ainsi porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Le vote a lieu conformément aux dispositions de l'article L.5211-7 du CGCT.

Les candidatures recueillies sont les suivantes :

Titulaires :

CAPERET Alain
CORDEIRO Christophe
FAUX Jean-Pierre
HITIER Pascal

Suppléants :

GOUAILLARD Isabelle
BESAURY Jean-Louis
SARTHOU Julie

A l'issue du vote, les représentants de la Communauté de communes du Pays de Nay ci-dessus sont désignés pour représenter la CCPN au sein du SIVU de régulation des cours d'eau.

(Adoption à l'unanimité).

13° - Compétence Gemapi – Désignation de nouveaux délégués au Syndicat intercommunal du Gave de Pau (SIGP) - Modifications

(Rapporteur : M. CAPERET)

Au 1^{er} janvier 2018, en application de la loi de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles » (MAPTAM) du 27 janvier 2014 et de la loi portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République » (NOTRe) du 7 août 2015, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre sont devenus compétents en terme de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GeMAPI).

Les délégués communaux siégeant au sein des différents syndicats couvrant plusieurs intercommunalités et non dissous ont été automatiquement substitués par de nouveaux délégués désignés par les EPCI à fiscalité propre.

Par délibération n° 2017-6-04 du 18 décembre 2017, le Conseil communautaire a adopté la liste des délégués communaux siégeant au SIGP en tant que délégués de la CCPN.

Des modifications doivent être apportées à cette liste (nouvelles désignations ou coquilles orthographiques).

Il convient d'approuver cette nouvelle liste.

(Adoption à l'unanimité).

14° - Rénovation et réaménagement d'un bâtiment intercommunal pour les services et création d'un local archives (ex bâtiment Mission locale/Pôle emploi) – Demande de subvention au titre de la D.E.T.R. 2018 (Dotation d'Équipement des Territoires ruraux)

(Rapporteur : M. CASSOU)

Les prises de compétences successives de ces dernières années, ainsi que le développement des actions, ont nécessité la création de nouveaux services communautaires. C'est le cas notamment en matière d'urbanisme intercommunal, de culture et de patrimoine.

Le développement des services a obligé la CCPN à installer, en 2015, les agents du nouveau service Urbanisme – Droit des sols dans des bungalows.

En 2017, la CCPN a décidé de relocaliser la Mission locale pour les jeunes et Pôle emploi au centre ville de Nay, dans des bureaux mis à disposition par la Mairie de Nay.

Le bâtiment qui a été libéré peut donc faire l'objet d'un réaménagement et d'une rénovation pour y accueillir des services (urbanisme, culture, économie, ...) de la CCPN.

D'un montant total de 155 290,00 euros HT, le projet de réaménagement est éligible à la DETR pour les opérations de « construction, extension et rénovation des bâtiments communaux et intercommunaux, travaux de sécurité, d'accessibilité », subventionnables à un taux de 20 % à 40 %.

Le plan de financement est le suivant :

Objet	Montant subventionnable en € HT
Maîtrise d'œuvre et OPC	15 295,00
SPS	720,00
Contrôle technique	2 555,00
publicité marchés	720,00
marchés de travaux	136 000,00
TOTAL	155 290,00
Montant de subvention DETR sollicité en € HT (Taux 40 %)	62 116,00
Part CCPN	93 174,00
TOTAL	155 290,00

(Adoption à l'unanimité).

15° - Accroissement temporaire d'activité - Réseau lecture publique

(Rapporteur : M. CASSOU)

Le futur équipement de réseau de lecture est aujourd'hui en phase de pré programmation. Le chef de service du réseau lecture publique est fortement sollicité en tant que chef de ce projet culturel. Il est donc nécessaire de continuer à assurer certaines de ses missions notamment : interface entre les bénévoles et salariés des bibliothèques existantes, administration des réseaux de communications, informatisation continue des banques de données.

Dans l'attente de la structuration et programmation définitive, il est proposé au Conseil communautaire de créer un emploi non permanent d'assistant de conservation des bibliothèques à temps complet, pour assurer les fonctions précitées.

L'emploi serait créé pour la période du 01 mars 2018 au 31/08/2018.
Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique B.

L'emploi serait pourvu par le recrutement d'un agent contractuel en application des dispositions de l'article 3-1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée relative à la Fonction publique territoriale qui permet le recrutement d'agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale cumulée de douze mois par période de dix-huit mois consécutifs.

L'emploi pourrait être doté d'un traitement afférent à un indice brut 366.
En outre, la rémunération pourrait comprendre les primes et indemnités correspondant aux fonctions assurées.

(Adoption à l'unanimité).

16° - Création d'emploi – accroissement temporaire d'activités - Nayeo

(Rapporteur : M. CASSOU)

Il est proposé au Conseil communautaire de créer un emploi non permanent d'Éducateur territorial des Activités physiques et sportives à temps non complet pour assurer les fonctions de maître-nageur.

Cet emploi se justifie dans la mesure où il va permettre à la piscine Nayeo non seulement d'instaurer des créneaux horaires supplémentaires pour poursuivre des activités très demandées, mais également d'assurer une continuité dans les nouvelles activités mises en place pour l'année scolaire 2017-2018.

L'emploi serait créé pour la période du 15 février 2018 **au 30 juin 2018**. La durée hebdomadaire moyenne de travail serait fixée à 17,5 heures. Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique B.

L'emploi serait pourvu par le recrutement d'un agent contractuel en application des dispositions de l'article 3-1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée relative à la Fonction publique territoriale qui permet le recrutement d'agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale cumulée de douze mois par période de dix-huit mois consécutifs.

L'emploi pourrait être doté d'un traitement afférent à un indice brut **361**. En outre, la rémunération pourrait comprendre les primes et indemnités correspondant aux fonctions assurées.

(Adoption à l'unanimité).

17° - Tableau des effectifs – Service ADS

(Rapporteur : M. CASSOU)

Le Conseil communautaire du 15 décembre 2014 a décidé la création du service commun urbanisme – ADS et inscrit au tableau des effectifs l'ouverture de 3 postes à temps plein (dont 1 poste de catégorie A pour le responsable du service pourvu à ce jour, 1 poste de catégorie B pourvu par l'instructeur). Les besoins du service ont donc été réétudiés après 2 années de fonctionnement. Ainsi, le 3^{ème} poste à ce stade doit être recalibré à 0.8 ETP.

Le service urbanisme ADS peut donc s'entendre aujourd'hui à 2.8 ETP + convention APGL. Il convient toutefois de noter que la convention APGL sur l'année 2018 (représentant 0.5 ETP) prend fin le 30/06/2018.

Cet emploi serait un emploi permanent à temps non complet dont la durée moyenne de travail est fixée à 28 h, pour assurer l'appui administratif du service. Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique C, cadre d'emploi des adjoints administratifs.

(Adoption à l'unanimité).

La séance est levée à 21 H 00.